Juillet – Décembre 2025

Rendre les programmes de lutte contre le paludisme du Fonds Mondial (GC7) efficaces pour les communautés.

Une publication spéciale de CS4ME :

Comment l'appui de CS4ME renforce l'efficacité des programmes nationaux de lutte contre le paludisme en favorisant une participation communautaire active.

Comment le dialogue entre les OSC et les organisations partenaires locales permet-il de mieux identifier les besoins des communautés et de mettre en œuvre conjointement des interventions adaptées pour atteindre les populations vulnérables ?

Comment la société civile paludisme se prépare au processus GC8 du Fonds mondial ?

Newsletter élaborée par IMPACT SANTE AFRIQUE , Secrétariat CS4ME CIVIL SOCIETY FOR MALARIA ELIMINATION

Plus qu'une communauté, *Un Mouvement Mondial !*



CS4ME est la plateforme mondiale des organisations de la société civile (OSC) engagées pour l'élimination du paludisme. Forts de plus de 1 000 membres répartis dans 50 pays, nous travaillons aux côtés des Programmes nationaux de lutte contre le paludisme (PNLP) afin que chaque stratégie soit plus efficace, durable, inclusive et centrée sur les communautés.

Vous êtes une organisation de la société civile engagée dans la lutte contre le paludisme ?

Rejoignez le mouvement et devenez membre de CS4ME en cliquant : **ICI**

Nouvelle ressource !

Vous souhaitez en savoir d'avantage sur le Fonds mondial et son rôle dans la lutte contre le paludisme ? Découvrez le dernier guide élaboré par CS4ME à l'intention des organisations de la société civile.

Cliquez ci-dessous pour y accéder :

ICI

Ou en savoir plus sur : www.cs4me.org

LES LEADERS DES INSTANCES DE COORDINATION NATIONALE (ICN) DU FONDS MONDIAL EN ACTION

Gisèle Estelle Anastasie Takaléa, l'engagement et le dévouement au service de la santé communautaire en Côte d'Ivoire



Madame Takaléa Gisèle Estelle Anastasie est une figure de proue de la société civile ivoirienne dans le secteur de la santé. Présidente de la Plateforme des réseaux et faîtières de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, elle œuvre pour la défense du droit à un accès équitable aux services de santé, sans discrimination. Elle plaide pour le renforcement de l'engagement communautaire et du plaidoyer en santé, avec pour objectif de promouvoir l'accès équitable de tous aux services de santé. « L'accès équitable aux services de santé est un droit fondamental », affirme-t-elle.

Forte de plus de 15 ans d'expérience dans l'action humanitaire et la santé communautaire, elle est titulaire d'un master en sociologie. Elle a occupé plusieurs postes de direction, notamment ceux de présidente de la COLTMR-CI et de la Plateforme des réseaux et faîtières de lutte contre le sida et les autres pandémies.

Mme Takaléa est également membre de plusieurs réseaux et organisations internationaux, dont le Comité de pilotage de CS4ME et GFAN Afrique francophone, dont elle est le point focal pour la Côte d'Ivoire. Elle préside en outre le Groupe consultatif communautaire (CAG).

Elle est convaincue que la participation de la société civile est indispensable pour promouvoir l'accès équitable de tous aux services de santé. C'est pourquoi elle s'attache à renforcer les capacités des organisations communautaires et à favoriser leur implication dans les processus de prise de décision en matière de santé.

Grâce à son expérience et à son expertise, Mme Takaléa s'est imposée comme une figure de référence de la santé communautaire en Côte d'Ivoire. Elle est régulièrement sollicitée pour partager son expertise et ses connaissances avec d'autres organisations et institutions.

> **« L'accès équitable aux services de santé est un droit fondamental. »**



L'Initiative stratégique - Engagement communautaire (CE SI) : un levier essentiel de la réussite du GC7 au Ghana

Dans le cadre de la mise en œuvre de la subvention paludisme du GC7 du Fonds mondial, le Ghana a réuni une grande diversité d'acteurs relevant de l'Initiative stratégique d'engagement communautaire (CE SI). Ces nombreux intervenants agissaient toutefois de manière fragmentée, sans espace formel de concertation ni d'apprentissage partagé. Les données générées par les communautés n'étaient pas suffisamment synthétisées pour éclairer une prise de décision rapide, et les organisations de la société civile (OSC) locales manquaient d'occasions d'interagir efficacement avec le Programme national d'élimination du paludisme (PNEP).

Pour remédier à cette fragmentation et transformer la riposte, les partenaires du projet CE-SI ont mis en place un cadre stratégique de collaboration visant à placer la voix des communautés locales au cœur de la gouvernance sanitaire. Afin d'inscrire l'impact de ces interventions dans la durée, plusieurs groupes de travail nationaux ont été créés, le renforcement de la plateforme PNEP-CS4ME étant au cœur de cette initiative. Cet espace d'échanges réguliers réunit chaque trimestre le PNEP, l'Instance de coordination nationale (ICN), les partenaires techniques et les OSC autour d'un objectif commun : faire du suivi de terrain un véritable outil d'aide à la décision. Grâce à l'appui des partenaires de l'IS, la synthèse et l'analyse des données communautaires offrent désormais aux décideurs une vision claire et unifiée des besoins.

Cette dynamique s'accompagne d'un investissement majeur dans le capital humain : au moyen de sessions de formation et de mentorat, les capacités des petites OSC locales sont renforcées afin de leur permettre de s'inscrire pleinement dans le cadre du GC7 et d'assurer la pérennité de leurs actions de plaidoyer.

Des avancées concrètes et des perspectives prometteuses pour le GC8

Cette synergie a permis d'optimiser la cohérence des interventions, d'éliminer les doublons et de lever progressivement les obstacles à l'accès aux soins identifiés par les communautés. Si des défis subsistent – notamment la lassitude liée aux processus de coordination ou les contraintes budgétaires, les enseignements tirés du GC7 façonnent d'ores et déjà l'avenir.

Pour la suite, les partenaires prévoient d'étendre cette coordination au niveau infranational, de renforcer les boucles de rétroaction vers les communautés et d'élaborer des notes d'orientation stratégique afin d'éclairer la planification du prochain cycle, le GC8.

Objectif « Zéro paludisme » : la Tanzanie passe de la théorie à l'action !



La Tanzanie a franchi une étape historique dans la gouvernance de la lutte contre le paludisme avec la création, en 2024, du groupe de travail national PNLP-CS4ME, convoqué et soutenu par l'organisation « Health for Children Organization (HeCOTz) ». Après plus de deux décennies marquées par l'absence d'implication communautaire dans le suivi des programmes nationaux, cette initiative réunit directement le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), les organisations de la société civile et les représentants locaux autour d'un objectif commun : assurer une supervision conjointe et autonome de la mise en œuvre des soins.

Dans ce cadre, une visite conjointe de suivi sur le terrain a été organisée auprès de Thubutu Africa Initiative (TAI), qui intervient dans quatre districts de la région de Shinyanga, afin de tester un modèle pilote de suivi collaboratif réplicable à l'échelle nationale.

Principaux axes de la mission de terrain et constats opérationnels

Les équipes du PNLP et des organisations de la société civile ont évalué sur place la qualité des services, la distribution des moustiquaires et les activités d'éducation sanitaire auprès des ménages. Des entretiens structurés ont permis d'identifier les difficultés rencontrées au quotidien par les agents de santé communautaire (ASC) sur le terrain, notamment les retards de paiement, les frais de transport non couverts et la gestion des stocks d'intrants. Compte tenu du retrait récent de certaines sources majeures de financement extérieur (en particulier des États-Unis), une session spécifique a été consacrée à l'évaluation de l'impact de ces coupes sur les programmes communautaires et à l'examen de solutions d'atténuation.

Facteurs de réussite et stratégie de pérennisation financière

Le succès de cette initiative repose sur la confiance mutuelle bâtie tout au long du processus, le rôle de facilitateur neutre joué par HeCOTz, l'ouverture de TAI et l'appui technique du réseau régional CS4ME. Les remontées du terrain ont également renforcé le dialogue stratégique avec le ministère de la Santé et l'Alliance parlementaire tanzanienne contre le paludisme (TAPAMA). Face aux difficultés financières actuelles, le groupe de travail a orienté ses prochaines étapes vers la mobilisation des ressources domestiques. Les priorités portent sur le plaidoyer auprès des parlementaires et des bailleurs de fonds, la sensibilisation du public à l'adhésion aux mutuelles de santé communautaires et la formalisation durable du mandat de la Task Force au moyen de protocoles d'accord institutionnels.

Le groupe de travail PNLP-CS4ME est déterminé à poursuivre ses efforts de lutte contre le paludisme en Tanzanie et à améliorer la santé des communautés touchées, avec pour objectif d'atteindre le zéro paludisme.

L’engagement communautaire au cœur de l’amélioration des services de santé au Nigeria



Le« Civil Society for Malaria Control, Immunization and Nutrition (ACOMIN) » a étendu la mise en œuvre de son programme de suivi communautaire (CLM) à plus de 13 États, réaffirmant ainsi son engagement en faveur du renforcement des services intégrés de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, par la mobilisation communautaire, le plaidoyer et la redevabilité, afin de promouvoir l’accès équitable aux services de santé essentiels.

ACOMIN a mis en place et accompagné des équipes communautaires de redevabilité, composées de comités de développement de quartier, de représentants d’organisations communautaires et de leaders communautaires, chargées de collecter des données en temps réel au moyen de groupes de discussion et d’entretiens.

Parmi les difficultés communes relevées dans l’ensemble des États figurent : les ruptures persistantes de tests de dépistage du paludisme et du VIH, la vétusté des infrastructures, les insuffisances en matière d’eau et d’assainissement, l’instabilité de l’approvisionnement en électricité, la faible utilisation des services en raison d’idées reçues ou de la méfiance, la pénurie de personnel et le relief accidenté des zones difficiles d’accès. Ces constats ont orienté des actions de plaidoyer ciblées.

ACOMIN a déployé son modèle de CLM autour de quatre stratégies principales : le plaidoyer fondé sur des données probantes, l’engagement ciblé, l’éducation sanitaire et la mobilisation, ainsi qu’une approche intégrée VIH, tuberculose et paludisme (ATM). Le plaidoyer porté par les communautés a abouti à des changements concrets, notamment la réhabilitation du centre de soins de santé primaires (PHC) de Kadna, la fourniture de ciment et la réfection de centres de soins de santé primaires dans l’État de Kwara, le rétablissement de l’approvisionnement en eau potable au centre de soins de santé primaires d’Owu, l’assainissement des gîtes larvaires et des abords des formations sanitaires, ainsi que la mise à disposition de personnel bénévole et la réalisation de petites réparations d’équipements par des philanthropes locaux.





Renforcement des capacités de la société civile : stratégie et mobilisation



Atelier de consultation des OSC sur la stratégie de plaidoyer et la préparation du GC8 en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire fait face à un défi majeur de santé publique, notamment le paludisme, la tuberculose et le VIH, qui pèsent lourdement sur les populations vulnérables et sur le système de santé. Dans un contexte de baisse des financements extérieurs, la société civile se mobilise activement pour garantir la pérennité des services de santé communautaires et combler les déficits de financement. Pour relever ce défi, plusieurs activités et étapes clés ont été réalisées :

- Un atelier d'éducation sanitaire tenu les 21 et 22 octobre 2025 au siège de la Plateforme des réseaux et faîtières de lutte contre le sida et les autres pandémies, en vue d'élaborer une stratégie de plaidoyer. Les actions menées ont consisté à identifier les principales cibles du plaidoyer, à rédiger le document officiel, à transmettre des courriers au ministère de la Santé et à la Présidence de la République, et à tenir une conférence de presse pour sensibiliser l'opinion publique.
- Une réunion préparatoire des OSC, tenue le 4 décembre 2025, consacrée à l'élaboration des notes conceptuelles du GC8 pour le paludisme, le VIH et la tuberculose. Ces travaux ont abouti à l'élaboration d'une feuille de route commune, à la consolidation des activités prioritaires et à l'adoption de critères de sélection rigoureux fondés sur l'expertise technique et la représentativité communautaire.

Convaincue que la santé est un droit fondamental, la société civile ivoirienne réaffirme son engagement indéfectible en faveur de l'accès équitable à des soins de qualité pour toutes les populations vulnérables.



Photo de groupe des participants à l'atelier de consultation des OSC en Côte d'Ivoire

L'institutionnalisation de la Task Force PNLP–CS4ME Niger : d'un cadre informel à un mécanisme structuré de coordination nationale

Le paludisme constitue un problème majeur de santé publique au Niger. La coopération entre le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) et les organisations de la société civile (OSC) demeurait insuffisamment intégrée au processus décisionnel, ce qui entraînait des actions fragmentées et une visibilité institutionnelle réduite. La mise en place d'un cadre de concertation pérenne s'est donc avérée nécessaire pour renforcer la coordination, la complémentarité des interventions et l'impact global de la riposte nationale. Ce cadre permet aux OSC de peser davantage dans l'élaboration des politiques de santé et de renforcer leurs capacités de plaidoyer en faveur de la mobilisation des ressources domestiques, contribuant ainsi à améliorer l'efficacité de la lutte contre le paludisme au Niger et à atteindre les Objectifs de développement durable.



L'institutionnalisation d'un cadre de concertation structuré visait à doter la société civile d'un cadre formel de dialogue propre à renforcer sa légitimité, sa visibilité et son efficacité. Il s'agissait de remplacer une collaboration informelle et ponctuelle par un mécanisme de coordination organisé, participatif et durable entre le PNLP, l'Instance de coordination nationale (ICN), les organisations de la société civile (OSC), la plateforme DES-ICI pour la démocratie sanitaire et l'implication citoyenne, ainsi que le Réseau Santé Plus. Cette évolution s'est révélée essentielle pour garantir une participation effective de la société civile, améliorer la cohérence des actions, renforcer le plaidoyer pour la mobilisation des ressources nationales et veiller à ce que les réponses nationales prennent pleinement en compte les réalités et les besoins des communautés, tout en promouvant la transparence et la redevabilité.

L'institutionnalisation de la Task Force PNLP–CS4ME Niger a été réalisée selon une démarche pragmatique, inclusive et axée sur les résultats. Avec l'appui du projet Communauté, droits et genre (CRG) mis en œuvre par l'ONG ONEN en partenariat avec Impact Santé Afrique, les OSC ont engagé des échanges avec le PNLP afin de présenter les objectifs du projet et de jeter les bases de la collaboration. Des activités de terrain à forte visibilité, telles que les actions de plaidoyer, ont démontré la valeur ajoutée de la société civile, suscitant un intérêt croissant du PNLP et conduisant à un engagement plus formel avec le projet CE-SI de CS4ME, comme en témoignent l'implication du Coordonnateur adjoint et la désignation d'un point focal. Le processus a été consolidé par une démarche de co-construction participative menée avec l'ensemble des parties prenantes, qui a abouti à l'élaboration d'une charte de fonctionnement et d'un règlement intérieur, à une gouvernance partagée assurée conjointement par le PNLP et les OSC, avec un secrétariat administratif logé au sein

de l'ONG ONEN, ainsi qu'à la création de quatre commissions thématiques (mobilisation communautaire, communication, plaidoyer et suivi communautaire).

Cette transformation profonde a permis à la collaboration de s'inscrire dans un cadre régulier, structuré et formel, facilitant l'accès des OSC aux décideurs et aux espaces de dialogue stratégique. En 2025, cinq réunions de la Task Force ont été tenues, dont une session extraordinaire, avec une participation constante du PNLP, ce qui a permis une meilleure planification des actions grâce à un plan de travail annuel. Ces efforts conjoints portent aujourd'hui leurs fruits en contribuant au cadre stratégique du PNLP, notamment à la revue de performance du Plan stratégique national (PSN) 2023-2026, à la mise en place d'un comité multisectoriel de lutte contre le paludisme et à l'intégration des contributions des OSC dans le nouveau plan 2027-2031. Comme le souligne un représentant des OSC au sein de la Task Force : **« C'est une avancée majeure pour la société civile au Niger. Nous sommes désormais reconnus comme des partenaires clés de la lutte contre le paludisme »**, un point de vue partagé par le PNLP, qui ajoute : **« La Task Force a contribué à améliorer la coordination et l'efficacité de nos interventions. Nous sommes convaincus que cela contribuera à réduire la prévalence du paludisme au Niger. »**

L'expérience de la Task Force met en lumière plusieurs enseignements clés :

- la valeur ajoutée d'actions concrètes et visibles pour convaincre les pouvoirs publics ;
- l'implication précoce et continue de l'Instance de coordination nationale (ICN), gage de légitimité ;
- une démarche collaborative fondée sur la confiance et la transparence ;
- l'existence d'un cadre formel clarifiant les rôles ;
- l'inclusivité, gage d'une meilleure représentativité et d'une appropriation collective.

Forte de ces succès, la Task Force PNLP–CS4ME Niger dispose de perspectives prometteuses pour s'imposer durablement comme un levier clé capable d'influencer les politiques nationales, de renforcer le plaidoyer en faveur de la mobilisation des ressources domestiques et de contribuer durablement à l'amélioration de la santé publique.



Un aperçu de l'avenir !

Ce n'est qu'un début ! Dans nos prochains numéros, nous vous ferons découvrir d'autres actualités passionnantes sur les activités des OSC dans le cadre du 7e cycle de subvention (GC7) du Fonds mondial.

CS4ME

CIVIL SOCIETY FOR MALARIA ELIMINATION

secretariat@cs4me.org

www.cs4me.org Global Civil Society for Malaria Elimination @CS4MEglobal

Produit par ISA IMPACT SANTE AFRIQUE Secrétariat de CS4ME.